



Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Distr. générale
11 mai 2007
Français
Original : anglais

Comité des droits de l'homme Quatre-vingt-neuvième session

Compte rendu analytique de la 2438^e séance

Tenue au Siège, à New York, le mercredi 21 mars 2007, à 11 heures

Président : M. Rivas Posada

Sommaire

Questions d'organisation et autres questions (*suite*)

Recommandations concernant le renforcement des activités de suivi

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la clôture de la session.

07-27675 (F)



La séance est ouverte à 11 h 25.

Questions d'organisation et autres questions (suite)

Recommandations concernant le renforcement des activités de suivi (CCPR/C/88/CRP.1)

1. **M. Gillibert** (Secrétaire du Comité) rappelle qu'à sa quatre-vingt-sixième session, le Comité a décidé de créer un groupe de travail intersessions informel chargé de formuler des recommandations concernant le renforcement des activités de suivi tant des observations finales que des constatations. Le document de travail et les recommandations établies par le groupe de travail (CCPR/C/88/CRP.1) décrivent l'évolution de la pratique du Comité pour ce qui est du suivi et comportent un certain nombre de conseils visant à modifier la démarche adoptée qui, de surtout quantitative, deviendrait plutôt analytique et qualitative; cela obligerait le Comité à consacrer davantage de temps et le Secrétariat à allouer des ressources supplémentaires au suivi. Le document a été soumis pour la première fois au Comité en octobre 2006, à sa quatre-vingt-huitième session, mais le temps a manqué pour l'examiner.

2. **M. Shearer**, prenant la parole au nom du groupe de travail, présente les recommandations figurant dans le document de travail. La partie E contient des recommandations applicables au suivi aussi bien des constatations que des observations finales. Davantage de temps devrait être consacré, lors des sessions du Comité, à l'examen des rapports de suivi intérimaires et des rapports portant sur les observations finales. Un communiqué de presse sur les activités de suivi devrait être envisagé et les activités menées devraient être mentionnées au cours de la conférence de presse organisée à l'issue de chaque session. Les consultations avec les États parties devraient, dans la mesure du possible, être groupés et, dans le cadre des activités de mobilisation de l'opinion du Comité, les réunions périodiques des États parties devraient servir à appeler l'attention sur le fait que certains États ne donnent pas suite aux constatations et observations finales du Comité et ne coopèrent pas avec le Rapporteur spécial chargé du suivi des constatations. Il conviendrait également d'allouer un budget à au moins une mission de suivi par an dans un État partie qui pourrait être programmée pour coïncider avec le processus d'examen des rapports. Les critères permettant de choisir les États où envoyer une mission de suivi ont également été définis.

3. Pour ce qui est du suivi des communications émanant de particuliers (partie F), le groupe de travail recommande de porter à six mois le délai accordé aux États parties pour qu'ils répondent. Le tableau actuel concernant les informations reçues à ce jour sur la suite donnée aux constatations pour toutes les affaires où le Comité a conclu à une violation du Pacte, figurant au chapitre VI du rapport annuel du Comité, pourrait peut-être inclure davantage de catégories, venant s'ajouter à celles intitulées « Réponse satisfaisante » et « Réponse insatisfaisante », afin de tenir compte des cas où, par exemple, l'État partie a soumis une objection motivée aux constatations du Comité. Entre les sessions, si le temps fait problème, le Rapporteur spécial chargé du suivi des constatations pourrait, en se fondant sur les informations reçues d'un État partie, décider si la réponse de ce dernier est satisfaisante ou non et distribuer un rapport intérimaire aux membres du Comité. Enfin, le groupe de travail rappelle la nécessité pour le Comité en sa qualité d'organe quasi judiciaire de garder à l'esprit le document final du Colloque judiciaire tenu à Nairobi sur l'application à l'échelle nationale des normes internationales relatives aux droits de l'homme qui a souligné que les organes conventionnels doivent s'assurer que leurs décisions sont transparentes et bien argumentées.

4. Dans la partie G concernant le suivi des observations finales, le groupe de travail a recommandé que le rapport du Rapporteur spécial concerné soit plus détaillé et que le Comité revoie le délai accordé à l'État partie pour donner suite aux recommandations de celui-ci, les modifications législatives, par exemple, étant un processus prenant du temps alors qu'une recommandation de caractère plus administratif peut être mise en œuvre relativement rapidement. Le dossier constitué par le secrétariat sur les observations finales devrait être plus facile à consulter et tous les documents et renseignements connexes devraient être disponibles sur le site Web du Comité. Les réponses des États parties devraient faire l'objet d'une analyse plus qualitative et, le cas échéant, entre les sessions, le Rapporteur spécial chargé du suivi des observations finales pourrait distribuer aux membres un rapport intérimaire et une recommandation concernant le caractère satisfaisant ou non des réponses. Enfin, les organisations non gouvernementales (ONG), en particulier les ONG nationales, devraient être encouragées à fournir des informations régulièrement mises à jour sur la suite donnée aux recommandations du Comité.

5. **Le Président** indique que, lorsqu'il était Rapporteur spécial chargé du suivi des observations finales, il estimait que le rapport du Comité devait contenir davantage d'informations sur les activités de suivi. Il ne doit pas seulement comporter des informations permettant de savoir si et quand l'État partie a donné suite aux recommandations du Comité, mais aussi une analyse plus détaillée de la raison pour laquelle la réponse de l'État partie est considérée satisfaisante ou insatisfaisante, se fondant notamment sur la prise en compte par ledit État des préoccupations spécifiques mentionnées et la fourniture des renseignements demandés par le Comité dans ses observations finales. Il serait également très utile d'encourager les ONG, en particulier les ONG nationales, à fournir des informations sur la mise en œuvre des recommandations du Comité; autrement, le Comité doit se fier seulement aux renseignements communiqués par l'État partie. Enfin, le délai fixé par le Comité pour qu'il soit donné suite à ses recommandations doit être souple et s'adapter à la nature de la recommandation.

6. **M. O'Flaherty**, tout en se félicitant des propositions figurant dans le document CCPR/C/88/CRP.1, souhaite faire des observations spécifiques sur un certain nombre de recommandations. Se référant au deuxième alinéa de la partie E, il note que les relations que le Comité entretient avec les médias sont essentielles à l'efficacité de ses travaux. Par conséquent, et en collaboration avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, le Comité doit mettre au point une stratégie médiatique tenant notamment compte des médias électroniques.

7. Tout en étant d'accord avec la substance du troisième alinéa, à savoir que les consultations avec les États parties sur la suite donnée aux constatations et observations finales doivent être groupées, l'orateur estime que le rapporteur chargé du pays concerné et les membres du groupe de travail pour ce pays doivent également être invités à participer à ces consultations. S'agissant du quatrième alinéa, il pense qu'il est peu probable que le fait que certains États ne donnent pas suite aux constatations et observations finales du Comité fasse l'objet de débats détaillés lors des réunions périodiques des États parties. Il suggère par conséquent de mentionner les cas où les États n'ont pas donné suite dans la lettre transmettant le rapport annuel du Comité à l'Assemblée générale.

8. Il soutient la recommandation faite au cinquième alinéa mais souligne que le rapporteur chargé du pays concerné et les membres de groupes de travail pour ce pays devraient également être invités à participer aux missions de suivi. À cet égard, les invitations spontanées envoyées par les États parties devraient également faire partie de la liste des critères de sélection.

9. S'agissant des recommandations figurant à la partie G du document, il souligne l'importance critique de l'analyse qualitative mentionnée au quatrième alinéa et souscrit à la méthode proposée. Pour ce qui est du cinquième alinéa, il propose l'ajout de deux catégories d'acteurs, à savoir les institutions nationales et les organismes des Nations Unies, en particulier les bureaux extérieurs du HCR.

10. De manière générale, il souligne que les membres du Comité devraient être régulièrement invités aux réunions nationales et régionales de suivi organisées par le HCR. Le secrétariat devrait également faire en sorte qu'un exemplaire du rapport annuel du Comité, des observations finales et de la suite donnée à ces observations soit automatiquement transmis aux membres. Enfin, dans le cadre de tout débat sur le renforcement des procédures de suivi, le Comité doit également réfléchir à la meilleure façon d'orienter le Conseil des droits de l'homme pour ce qui est de l'utilisation qu'il fait de la contribution des organes conventionnels.

11. **Sir Nigel Rodley** fait siennes les observations de M. O'Flaherty. En ce qui concerne les relations avec les médias, le Comité devrait organiser des points de presse régulièrement, en particulier sur les aspects de ses travaux les plus susceptibles d'intéresser le public. Il ne peut suffisamment souligner la nécessité d'adopter une véritable stratégie médiatique, faisant intervenir non seulement le HCR mais également le Département de l'information et le Directeur chargé des communications au Cabinet du Secrétaire général.

12. Pour ce qui est de la proposition de M. Shearer d'ajouter des catégories dans le tableau concernant la suite donnée, il se demande s'il ne serait pas plus approprié de laisser de la place pour un paragraphe décrivant la situation précise dans un État partie donné.

13. **M. Pérez Sánchez-Cerro**, se référant au deuxième alinéa du paragraphe 6 de la version espagnole du document CCPR/C/88/CRP.1, propose de remplacer le terme espagnol « estima » par « señala »,

« determina » ou « establece », ces termes étant plus forts.

14. Bien que l'expérience ait montré qu'un délai de 90 jours était généralement insuffisant pour que les États parties fournissent des informations adéquates sur la suite donnée, il n'est pas forcément judicieux de porter cette période à six mois. Il suggère de s'en tenir au délai original de 90 jours mais de prévoir la possibilité, sur demande, d'une prorogation de 90 jours. Le Comité doit souligner qu'il importe de donner suite à ses constatations et conclusions finales dans les délais fixés, en particulier lorsqu'il convient de payer une indemnisation ou libérer des personnes condamnées illégalement.

15. Enfin, pour ce qui est du cinquième alinéa de la partie G, il est essentiel de s'assurer que les ONG travaillent en partenariat avec le Comité de manière à renforcer l'efficacité des mesures prises par l'État partie pour donner suite aux recommandations concernant les observations finales.

16. **M^{me} Wedgwood** met de nouveau l'accent sur les avantages que peut avoir la diffusion des enregistrements audio des débats du Comité aux parties intéressées, notamment la baladodiffusion. Ces enregistrements seraient certainement utiles aux citoyens de petits pays autocratiques qui ne sont pas habitués à ce que leur gouvernement soit mis en cause, et pour les personnes de l'extérieur, le processus de questionnement lui-même s'avère plus intéressant que les comptes rendus écrits des débats. Enfin, les membres de la société civile sont ceux qui sont le mieux à même de s'assurer que les États parties respectent le Pacte. À cet égard, l'intervenante se demande si les ONG sont informées des réunions des groupes de travail sur les pays suffisamment à l'avance pour leur permettre de soumettre une contribution.

17. Le Comité pourrait également établir un service de liste de diffusion électronique afin d'informer un nombre illimité d'abonnés sur ses activités. À ce jour, c'est aux parties intéressées qu'il incombe de demander des informations spécifiques au Comité; il est temps toutefois d'adopter une approche plus dynamique, notamment parce que les nouvelles perdent très rapidement de leur intérêt. À cet égard, la réunion organisée quotidiennement à midi au Siège de l'Organisation des Nations Unies peut constituer l'occasion appropriée de parler aux membres de la presse internationale qui se spécialisent dans les

nouvelles ayant trait à l'Organisation des Nations Unies. Le Comité devrait également envisager d'établir des communiqués de presse écrits concis pour s'assurer que ses constatations sont relayées comme il convient par les médias.

18. Pour ce qui est du site Web du Comité, l'oratrice suggère d'afficher toute information supplémentaire soumise par les États parties ayant un lien avec la présentation de leurs rapports. L'affichage de courtes listes de cas non résolus de violation des droits de l'homme dans divers pays pourrait également constituer une façon efficace d'appeler l'attention sur les travaux du Comité.

19. **M. Lallah** souligne la nécessité d'intégrer les activités de suivi dans les travaux courants du Comité. Dans le cadre de cet effort et bien que cette procédure requière un appui supplémentaire de la part du secrétariat, les rapporteurs spéciaux chargés du suivi des constatations et observations finales devraient faire rapport sur l'évolution récente de la situation à chaque session plutôt qu'une fois par an. L'orateur suggère également d'accorder une attention plus importante à ces questions dans le rapport annuel.

20. S'agissant du quatrième alinéa de la partie E du document CCPR/C/88/CRP.1, l'intervenant exprime des doutes quant au côté pratique de la méthode suggérée, compte tenu du fait notamment que les membres du Comité ne participent en général pas aux réunions des États parties. Pour ce qui est du cinquième alinéa de la partie E, il se félicite de la proposition d'institutionnaliser des missions de suivi dans les États parties et fait siennes les observations pertinentes de M. O'Flaherty et de Sir Nigel Rodley.

21. Comme suite aux observations de M^{me} Wedgwood, il indique que ce n'est pas seulement aux petits pays mais à l'ensemble des pays qu'il serait utile de voir leur gouvernement questionné sur leur respect des droits de l'homme. Il convient que le Comité devrait mieux faire connaître ses travaux par le biais des médias. Il s'associe à l'ensemble des observations faites par M. O'Flaherty et Sir Nigel Rodley.

22. **M. Schmidt** (chef de l'Équipe des requêtes) dit qu'en 2006, le HCR a créé une section des communications qui est en train de mettre au point une stratégie médiatique et souhaiterait y incorporer les mécanismes de suivi des organes conventionnels, y compris ceux du Comité; il invite par conséquent le

Comité à tenir des consultations avec le chef de la section des communications à sa prochaine session. Le Département de l'information publie régulièrement un communiqué de presse de fin de session sur les observations finales du Comité et les décisions notables prises au titre du Protocole facultatif; depuis l'année passée, les exemples de bonne pratique en matière de suivi ont également été incorporés dans la mesure du possible. Ces communiqués de presse ont été soumis au HCR et aux bureaux de presse du Département de l'information qui les ont revus, de façon à ce qu'ils présentent un intérêt pour le grand public. L'Union européenne a financé une formation portant sur le suivi des contributions apportées par les organes conventionnels à l'intention des représentants des institutions nationales de défense des droits de l'homme, des ONG et des médias d'un certain nombre de pays en développement. Ce projet est presque terminé et les représentants des médias auraient à ce jour dûment mis à profit leur formation.

23. Les institutions nationales de défense des droits de l'homme participent fréquemment aux activités de suivi: les commissions nationales des droits de l'homme de Sri Lanka et du Kenya, par exemple, ont contribué à la suite donnée aux observations finales concernant leurs rapports périodiques. Le HCR et d'autres organismes des Nations Unies assurent une présence sur le terrain mais ne peuvent pas toujours agir aussi publiquement que le Comité le souhaiterait et doivent par ailleurs s'assurer que les activités de suivi n'empiètent pas sur leur mandat.

24. Pour ce qui est des enregistrements audio et de la baladodiffusion, le Comité devrait, s'il est intéressé, présenter une demande afin que le coût du projet soit évalué, les incidences financières n'étant pas négligeables. Pour le moment, à Genève, préférence a été donnée à la diffusion sur le Web des réunions du Conseil des droits de l'homme.

25. S'agissant de l'observation faite par M^{me} Wedgwood, il souligne que les ONG sont informées des réunions des groupes de travail de pays suffisamment à l'avance.

26. Aucune invitation spontanée à effectuer une visite de suivi n'a jamais été reçue d'un gouvernement quelconque et il est peu probable que la situation change, sauf s'il s'agit à l'avenir d'un État partie dont le suivi est exemplaire. À cet égard, un pays a été sélectionné pour une mission de suivi: la République

démocratique du Congo, qui est bonne dernière en matière de respect de ses obligations dans le cadre de la procédure de suivi, n'ayant pas soumis un seul rapport à ce jour. Enfin, un budget a été établi pour les missions de suivi et une visite de suivi par an sera autorisée.

27. La grande majorité des États parties demandent une prorogation du délai de 90 jours fixé pour les présentations des activités de suivi afin de fournir des réponses détaillées; cela est particulièrement vrai des États fédéraux qui doivent recueillir des informations auprès de leurs éléments constitutifs. Que le délai fixé pour soumettre leurs rapports doive être prorogé fait l'objet de débats.

28. Le HCR dispose d'une liste de diffusion électronique par le biais de laquelle les observations finales du Comité et d'autres organes conventionnels et la jurisprudence de ces organes sont diffusées; les membres du Comité qui sont intéressés devraient contacter le secrétariat pour tout complément d'information.

29. **M. O'Flaherty** se dit consterné d'apprendre qu'une stratégie médiatique est en cours d'élaboration sans la participation du Comité. Les contributions du Comité devraient faire partie intégrante du processus à tous les niveaux et si la mise au point de la stratégie est déjà bien avancée, comme semble l'indiquer M. Schmidt, le HCR a fait preuve de négligence en ne collaborant pas avec un élément clef aux fins de son élaboration.

30. L'intervenant se demande si la proposition de M^{me} Wedgwood concernant les enregistrements a été mal comprise car il n'est pas nécessaire de disposer de retransmissions vidéo ou en direct des réunions du Comité; la souplesse de la baladodiffusion répond à un certain nombre de préoccupations soulevées par M. Schmidt, notamment au niveau des incidences financières qui sont négligeables. Pour ce qui est du rôle des organismes de défense des droits de l'homme présents sur le terrain dans le suivi des observations finales, l'orateur remet en cause l'argument de la complexité qui s'applique davantage au suivi qu'au renforcement des capacités; le suivi des observations finales relève en général du renforcement des capacités. Les mandats font en fait l'objet de négociations réfléchies avec les États hôtes et il suggère, si cela n'est pas déjà le cas, que la Haute-Commissaire s'emploie à faire en sorte que la suite

donnée aux observations finales de l'ensemble des organes conventionnels fasse partie intégrante des activités des organismes présents sur le terrain.

31. L'orateur se félicite du courrier qu'il a reçu très récemment grâce à la liste de diffusion électronique mentionnée par M. Schmidt. Toutefois, à la fin de la session du Comité, le secrétariat devrait adresser aux membres les observations finales du Comité.

32. **Sir Nigel Rodley** dit qu'il n'a pas reçu de communiqués de presse concernant les communications et suggère que le secrétariat envoie également ceux-ci aux membres du Comité. Lorsque des communications individuelles sont rendues publiques, certains membres ou le Rapporteur spécial chargé du suivi de certains cas bien particuliers devraient être disponibles pour répondre aux questions de la presse. Il est extrêmement favorable à la tenue des auditions au Palais des Nations plutôt qu'au Palais Wilson où la presse n'est pas aussi présente. Le Comité devrait revoir le secret auquel il est le seul à astreindre les membres des groupes de travail et les rapporteurs. Enfin, il serait peut-être bon d'adopter une règle de procédure précisant que le Comité doit faire preuve de souplesse quant au nombre de réunions consacrées à l'examen des rapports des États parties afin d'éviter des situations où certains États parties ont refusé de participer à plus de deux réunions, comme cela a déjà été le cas.

33. **M^{me} Wedgwood** indique que le commentaire qu'elle a fait portait sur des listes de diffusion électronique spécialisées telles que MaximsNews qui concernent des dizaines de milliers de personnes intéressées par les travaux des Nations Unies. Elle suggère, à cet égard, de dresser une liste de diffusion électronique s'adressant aux principaux journalistes politiques travaillant dans les grandes capitales du monde. En outre, le fait de regrouper des communications dans un communiqué de presse semble leur enlever de leur intérêt et leur présentation devrait être revue.

34. Pour ce qui est de la balladodiffusion, l'oratrice convient avec M. O'Flaherty qu'il faut qu'elle soit relativement bon marché, en particulier si, comme elle le suggère, les fichiers sont téléchargés seulement en anglais, français et espagnol. Si cela n'est pas possible, elle se demande si l'on pourrait afficher les enregistrements sur des sites Web consacrés aux questions internationales. Enfin, elle suggère que le

Comité mette éventuellement au point sa propre stratégie médiatique afin de donner à son travail l'importance que, selon lui, il mérite.

35. **M. Iwasawa** dit que les communiqués de presse de fin de session sur les observations finales du Comité sont très importants et doivent par conséquent être distribués par le biais de la liste de diffusion électronique du HCR. Il ne sait pas s'il existe des matériaux visuels pour les universités ou les établissements d'enseignement secondaire mais, s'il n'en existe pas, il suggère qu'une vidéo de 20 à 30 minutes sur les travaux du Comité soit produite à un coût raisonnable.

36. **M. Schmidt** (chef de l'Équipe des requêtes) souligne de nouveau que la section des communications n'a été créée que très récemment; bien qu'elle soit consciente de l'importance des travaux des organes conventionnels et disposée à incorporer les vues de ces organes, elle n'a simplement pas eu l'occasion d'entamer un dialogue direct avec chacun d'entre eux. L'orateur n'est pas prêt à examiner en séance publique la question de savoir si les organismes présents sur le terrain doivent ou non mener des activités de suivi mais il dit que la question peut être étudiée. Bien que les mandats fassent l'objet de négociations détaillées, il arrive que les gouvernements demandent leur renégociation. L'intervenant convient que les observations finales du Comité devraient être envoyées à tous les membres dès leur adoption. S'agissant de la suggestion de M. Iwasawa, il espère que tous les nouveaux membres du Comité recevront bientôt un exemplaire du DVD sur les activités des organes conventionnels, produit à l'automne 2006, dont se sont déjà félicités un certain nombre d'établissements d'enseignement.

37. **Le Président** suggère que les membres qui sont intéressés par la formulation de propositions concrètes se fondant sur les débats du Comité et assorties d'un calendrier provisoire de mise en œuvre les soumettent à M. Shearer qui les transmettra au nouveau Rapporteur spécial chargé du suivi des observations finales une fois qu'il sera nommé.

38. **Sir Nigel Rodley** se félicite du contenu du document de travail et suggère que ce dernier soit rendu public étant donné qu'il a déjà été examiné en détail lors d'une séance publique.

39. **M. O'Flaherty** est favorable à la mise en distribution générale du document mais suggère que le

projet actuel soit édité pour tenir compte des débats du Comité lors de la présente session et de la session précédente.

40. **M. Shearer** remercie les membres du Comité de leurs observations fort utiles et s'associe à la suggestion de M. O'Flaherty. Il note qu'il existe un consensus sur plusieurs points, notamment sur la mise en distribution générale du document. Compte tenu de l'importance accordée aux relations avec les médias et le monde extérieur, il se demande, en particulier dans le cadre de la création de la section nouvelle des communications au HCR, si les propositions concernant les médias devraient constituer un document distinct.

41. **Le Président** se félicite de la suggestion de M. Shearer.

La séance est levée à 13 heures.